

Union
syndicale
Solidaires



Les travailleurs sans-papiers de RSI, DPD et Chronopost en lutte depuis des mois

Régularisation des postiers et de tou-te-s les sans-papiers !

2 novembre, 15 novembre et 2 décembre. Ce sont, respectivement, les dates de début de grève des travailleurs de l'agence d'intérim RSI de Gennevilliers (92), de la plateforme colis DPD du Coudray-Montceaux (91) et de l'agence Chronopost d'Alfortville (94), ces deux dernières entreprises étant des filiales de La Poste. Ces trois grèves ne forment en réalité qu'une lutte, les trois piquets participent ensemble à toutes les initiatives (rassemblements, manifestations...). Leur unité, leur détermination et leur courage face à l'adversité forcent le respect. Ils bravent des conditions climatiques allant du gel aux températures caniculaires, en passant par la pluie. Mais leurs adversaires principaux ne sont pas le soleil, le vent ou la pluie, mais l'État et le patronat.

L'État, rouage du système d'exploitation des travailleurs/euses sans-papiers...

En durcissant toujours plus les conditions de régularisation, en multipliant les contrôles policiers, en maintenant des centaines de milliers de personnes en situation de précarité et de fragilité, l'État les livre, en toute conscience, à l'exploitation la plus brutale. Or ces travailleuses et ces travailleurs fuient, au péril de leur vie, la misère et les guerres qui sont le fruit d'un système néo-colonial dont l'État français est un des piliers. La politique ultra-répressive en matière de séjour des étranger-e-s en France a des conséquences sur les conditions de travail et de salaires.

Concernant DPD et Chronopost, l'État se fait le complice actif de la surexploitation des travailleurs mise en place au sein du groupe La Poste, deuxième employeur de France. Il s'agit bien d'un véritable système, basé sur la sous-traitance en cascade, du donneur d'ordre aux agences d'intérim, en passant par des sous-traitants. La principale entreprise sous-traitante utilisée par La Poste est Derichebourg, une entreprise présente dans une multitude d'activités industrielles et de services et qui dégage plus de 3 millions d'euros de chiffre d'affaires. C'est cette entreprise qui emploie des travailleurs sans-papiers pour le compte de La Poste, au Coudray-Montceaux comme à Alfortville. Ou plutôt employait car, sous pression de la mobilisation, La Poste a résilié les contrats avec Derichebourg... mais uniquement dans les deux sites concernés par la grève, alors que nous savons fort bien que des cas similaires existent un peu partout ailleurs.

La préfecture de l'Essonne, depuis le début de la mobilisation a préféré discuter avec ces patrons voyous, leur déléguant même une partie de ses prérogatives (l'établissement de dossiers), plutôt que d'échanger avec les grévistes victimes de leurs combines. Dans le Val-de-Marne, la porte est close à double tour depuis des mois. Il n'est pas étonnant que cette complicité étatique bénéficie également au donneur d'ordre qu'est le groupe La Poste.





Le 10 mai, manifestation des trois piquets entre La Défense et la préfecture de Nanterre

Le vrai visage du groupe La Poste

La Poste bénéficie (encore) d'une image d'entreprise de service public proche de la population, avec l'image d'Épinal du facteur ou de la factrice rendant de multiples services, notamment en milieu rural. Certes, l'image s'est écornée ces dernières années avec les suppressions d'emplois et de bureaux de poste qui s'enchaînent, dégradant à la fois le service public et les conditions de travail des agent-e-s. Les suicides et tentatives de suicide de postier-e-s depuis dix ans témoignent, de la manière la plus brutale qui soit, de cette dégradation. Mais, plus on descend dans la chaîne de sous-traitance, plus le tableau se noircit. Philippe Wahl, le PDG de La Poste, ne s'en cache pas. Il déclarait ainsi, en février 2021 devant la Commission des finances de l'Assemblée nationale : « *La cohabitation dans une structure de salariés du groupe et de sous-traitants est une façon de tenir la concurrence. Tel est le cas de Chronopost ou DPD. Si les conditions sociales des facteurs étaient transposées sur tous les salariés de Chronopost, cette société disparaîtrait.* ». On pourrait aussi discuter du « modèle social » de La Poste maison-mère, mais, sous couvert d'une lutte contre la concurrence (encouragée par les patrons successifs de La Poste), c'est l'existence de conditions sociales au rabais qui est assumée. Or, au bout de cette chaîne, il y a l'exploitation sans vergogne de travailleurs/euses sans-papiers obligé-e-s de bosser avec des horaires de dingues, incompatibles avec l'usage des transports en commun, dont les heures supplémentaires (voire même une partie

des heures tout court) ne sont pas payées et dont les missions sont interrompues dès qu'ils réclament leurs droits. Et ça, en revanche, la direction La Poste, ne l'assume pas publiquement. Elle n'a de cesse de nier tout lien entre ces travailleurs et le groupe. L'honnêteté patronale a des limites, le cynisme non.

Une lutte qui concerne tou-te-s les travailleurs/euses

Dernièrement, sur un chantier des Jeux Olympiques, un scandale sur l'exploitation des Sans-papiers a éclaté et a conduit à leur régularisation. Les grands groupes, Bouygues, Eiffage, Vinci ne sont jamais mis en cause. C'est toujours au bout d'une cascade de sous-traitance qu'on trouve les Sans-papiers... et, si ce n'est pas en travail au noir, c'est en intérim. Les grévistes de RSI à Gennevilliers sont ainsi tous intérimaires avec des contrats à la semaine et travaillaient sur des chantiers dans des conditions indignes.

L'enjeu de la lutte des travailleurs des trois piquets est très important !

→ Il est important pour leur dignité, l'égalité des droits et pour que justice leur soit rendue.

→ Il est important pour l'ensemble des travailleuses et travailleurs sans-papiers dans le pays, dans un contexte où le poids grandissant de l'extrême-droite et son influence sur une large partie du spectre politique fragilisent encore plus leur situation.

→ Il est important pour l'ensemble du monde du travail, car quand les droits des plus précarisé-e-s progressent, ce sont les conditions de toutes et tous qui s'améliorent. Dans le cas inverse, tout le monde paie l'addition. Pour s'en convaincre, il suffit, en prenant l'exemple de La Poste, de noter par exemple que l'intérim explose littéralement (+ 132 % en deux ans !).

À La Poste et ailleurs, la solidarité doit s'exprimer le plus massivement possible, par tous les moyens nécessaires (militants, financiers, politiques...).

Défi de l'été : diffusons ce tract, collons des autocollants, soutenons cette lutte pour la régularisation des Postiers et de tou-te-s les sans-papiers devant tous les bureaux de Poste !



Pour les Chronopost : <https://www.cotizup.com/sans-papiers-chrono-alfortvill>, ou envoi de chèques à Solidaires 94 ou Sud Poste 94

(Maison des syndicats 11/13 rue des Archives 94010 Créteil Cedex)

Cagnotte en ligne pour les DPD : <https://www.cotizup.com/sanspapiersdpd>

Pour les RSI : <https://lydia-app.com/collect/48135-caisse-de-grave/fr>